

Pas de nouveau fardeau pour le Sud

Propos recueillis par Isolda Agazzi et Michel Egger **Les négociations sur le climat, la crise éconómico-financière et le cycle de Doha sont trois questions qui, en ce moment, affectent beaucoup les pays en développement. Ils font l'objet d'un entretien avec Martin Khor qui a repris ce printemps la tête du South Centre à Genève, *think tank* intergouvernemental de pays du Sud. Il participera le 30 octobre à Berne au symposium d'Alliance Sud sur le climat.**

Début décembre aura lieu à Copenhague un important sommet de l'ONU sur le climat. Quel est son principal défi ?
Le politique doit traduire en actes effectifs le constat des scientifiques que le changement climatique est une crise très grave qu'on ne pourra pas résoudre sans une action concertée au plan international.

Plusieurs solutions sont possibles, mais il faut trouver celle qui est la plus juste pour les populations pauvres, sans aggraver leurs problèmes de développement. Une mauvaise solution constituerait un fardeau supplémentaire pour les pays du Sud, qui s'ajouterait à ceux déjà très lourds de la pauvreté, de la crise éconómico-financière et de la crise climatique.

Quels seraient les ingrédients d'un compromis équitable entre pays du Nord et du Sud ?

D'abord, il faut reconnaître la responsabilité historique des pays industrialisés qui ont exploité, pour leur développement, les énergies fossiles et l'espace atmosphérique. Celui-ci ne peut absorber qu'une quantité limitée de gaz à effet de serre. Si on la dépasse, l'augmentation de la température globale va excéder 2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, ce qui aura des conséquences catastrophiques. Les pays du Nord doivent donc s'engager avec fermeté à réduire drastiquement leurs émissions de CO₂. Au minimum de 40% d'ici 2020 par rapport à 1990. Il faut aussi convaincre les Etats-Unis de s'associer à ces diminutions, bien qu'ils ne soient pas partie au protocole de Kyoto.

Ensuite, les pays développés se sont engagés, dans la Convention des Nations unies sur le climat, à fournir aux pays pauvres les moyens financiers et technologiques pour résoudre leur dilemme : s'adapter aux changements climatiques et émettre moins de carbone tout en poursuivant leur développement. D'une manière ou d'une autre, les pays industrialisés vont devoir partager et donc renoncer à une partie de leur richesse. Cela sera difficile, mais moins que d'être contraints, comme les pays en développement, à rester pauvres sous prétexte que l'atmosphère ne peut plus absorber leur carbone. Un compromis équitable doit prendre en considération toutes ces disparités. C'est ce qui rend le processus de Copenhague si ardu.

Les pays émergents comme la Chine et l'Inde, qui produisent la moitié des émissions mondiales, ne devraient-ils pas aussi s'engager à des réductions ?

Il convient de voir d'abord ce que vont faire les pays développés. Ils ont pollué pendant les 150 à 200 dernières années, ce qui leur a permis d'avoir une très forte croissance économique

« Les pays industrialisés vont devoir renoncer à une partie de leur richesse. »

et de générer les infrastructures, technologies et capacités humaines nécessaires à leur prospérité. Les pays en développement n'ont pas pris ce chemin. Ils sont encore à un stade initial. Ils n'accepteront de réduire leurs émissions que si les pays industrialisés assument leurs responsabilités et les aident par des transferts financiers et technologiques. Sinon, le marché sera inéquitable.

Que va-t-il sortir de Copenhague ?

Les négociations sont très complexes, car elles sont au croisement de l'environnement, de l'économie et de la justice sociale. Il faut à la fois tenir compte du passé et regarder vers l'avenir. Je ne sais pas si on arrivera à un résultat final global, mais Copenhague sera une étape importante. Ce qui compte, c'est de poser les bons jalons en termes d'ambition et de justice. Un accord ne sera durable et socialement stable que s'il est équitable.

Venons-en à la crise financière et économique mondiale. Quels sont, du point de vue des pays en développement, les principaux défis à relever ?

D'abord, le Sommet de l'ONU sur la crise financière, en juin dernier, a été un succès, si l'on considère que les délégations n'ont eu qu'un mois pour négocier une déclaration finale. Celle-ci contient de nombreux élé-

« Une nouvelle crise de la dette n'est pas exclue. Il faut donc aider les pays en développement à l'éviter. »

ments importants, notamment la création d'un groupe de travail chargé du suivi. Je vois cinq questions clés. La *première* est la baisse des réserves en devises étrangères, due notamment à la chute des exportations, aux fuites de capitaux et aux difficultés croissantes d'obtenir des crédits. Les pertes des pays en développement sont estimées entre 1000 milliards (Banque mondiale) et 2000 milliards de dollars (Cnuced). S'ils n'obtiennent pas d'importants financements extérieurs d'ici six à douze mois, ils vont avoir de très sérieux problèmes. Dans la mesure où ils ne sont pas responsables de la crise, ces aides doivent leur être octroyées sans conditions et sans accroître leur dette. Le G77 et la Chine ont proposé d'allouer 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS)¹ aux pays les plus pauvres et 800 milliards aux autres pays en développement. C'est le meilleur moyen de générer des ressources financières au plan international, qui plus est sans faire passer à la caisse les contribuables des pays riches.

Cela ne résout pas cependant le problème de l'endettement des pays pauvres...

C'est le *deuxième* défi. Une nouvelle crise de la dette n'est pas exclue. Il faut donc aider les pays en développement à l'éviter. La conférence de juin a proposé un moratoire sur la dette jusqu'à la fin de la crise, la mise sur pied de nouvelles structures comme un tribunal arbitral international à l'ONU. Il s'agit d'effacer partiellement la dette en amont. On tente de le faire pour des firmes comme Chrysler ou General Motors, cela devrait aussi être possible pour des pays africains et asiatiques.

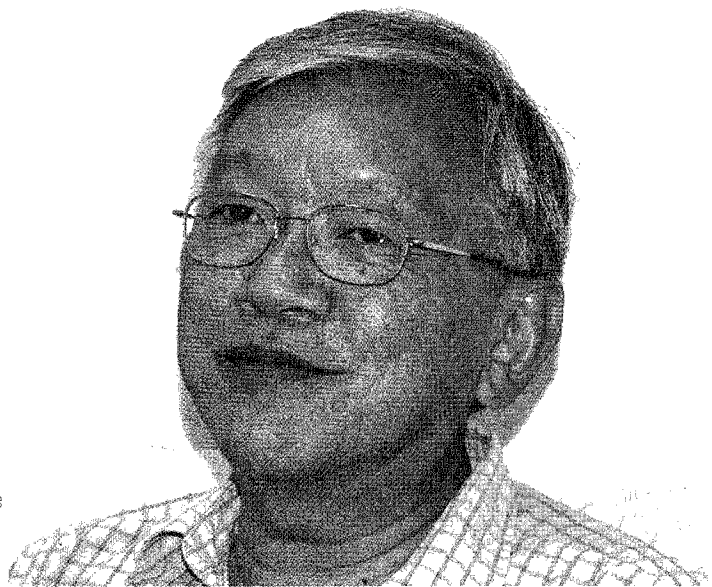
Pour décréter un moratoire sur la dette, encore faut-il disposer de la marge de manœuvre politique requise ?

C'est le *troisième* enjeu crucial : l'espace politique des pays en développement. Certains ne peuvent pas surmonter la crise parce qu'ils sont liés par les conditionnalités de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), les accords bilatéraux de libre-échange et les règles de l'OMC. L'ONU reconnaît que les pays du Sud devraient pouvoir mettre en œuvre les politiques qu'ils jugent nécessaires, y compris le contrôle des mouvements de capitaux.

Un *quatrième* défi est la refonte du système financier international, notamment de la politique et de la gouvernance des institutions de Bretton Woods. Le document final de juin indique une date-butoir pour réformer le FMI, ce qui est une première dans l'histoire de l'ONU. Il reconnaît également, *cinquièmement*, que le système de réserves doit être modifié vers plus de stabilité et d'équité, car il est trop dépendant d'une seule monnaie – le dollar américain.

Tout cela est positif. Les pays du Nord, cependant, n'ont guère manifesté d'intérêt pour cette conférence...

Cela pose la question du rôle de l'ONU et des pays en développement dans la gouvernance économique mondiale. Pour ob-



Martin Khor, directeur du South Centre à Genève.

tenir des droits, il faut se battre. C'est ce que les pays du Sud sont en train de faire, surtout ceux qui ne sont pas membres du G20. Celui-ci n'est pas une réponse adéquate : il n'est pas juste que les pays les plus affectés par la crise économique et qui n'y sont pour rien, n'aient pas voix au chapitre. Certains pays occidentaux ont déclaré que la réforme du FMI et les DTS ne devaient pas être discutés à l'ONU, mais au FMI. Le G77 et la Chine ont rétorqué avec force que l'ONU n'était pas un lieu seulement légitime, mais *le plus* légitime. Si le G20 peut décider que le FMI doit émettre 250 milliards de DTS, pourquoi l'ONU ne pourrait-elle pas en faire autant ? Il reste à savoir quelles seront les compétences du groupe de travail chargé du suivi de la conférence de juin. Il est ouvert à tous les Etats. Si la société civile veut que les gouvernements s'y engagent, elle doit elle-même le prendre au sérieux.

Stratégie pour le Sud

me Martin Khor est l'une des figures de proue de la société civile internationale. Il s'est fait connaître notamment en tant que directeur du Third World Network (TWN), dont le siège se trouve en Malaisie. Il a publié plusieurs ouvrages sur le commerce, le développement durable et la propriété intellectuelle. Il est membre du Comité des politiques de développement de l'ONU. Le 1er mars 2009, il a pris la tête du South Centre à Genève, *think tank* international de 51 pays en développement.

Le 30 octobre à Berne, Martin Khor participera au symposium public d'Alliance Sud « Copenhague et le Sud : Pas de nouvel accord sur le climat sans un marché équitable ». Il parlera sur le thème : « Renoncer à son propre développement ? La position des pays émergents face aux exigences du Nord ».

0994292